



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Réalisation d'une étude d'évaluation de l'impact de l'arrêt de
l'extraction de granulats alluvionnaires en lit majeur à l'horizon
2050 sur le périmètre du bassin Loire-Bretagne

Référence de la consultation

DREAL_ETUDE_EXTRACTION_2025

Sommaire

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION	4
ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 4 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 5 - EXCLUSIVITE DU TITULAIRE	4
ARTICLE 6 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
6.1 Cadre général	5
6.2 Reconduction de l'accord-cadre	5
ARTICLE 7 - LIEU D'EXECUTION	5
ARTICLE 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
9.1 Représentation des parties	5
9.1.1 Représentation du titulaire	5
9.2 Conditions d'exécution	6
9.2.1 Remplacement des intervenants	6
9.2.2 Délais d'exécution des prestations et émission des bons de commande	6
9.3 Obligations du titulaire	8
9.3.1 Obligation de conseil	8
9.3.2 Obligation d'information	9
9.4 Responsabilité du titulaire	9
9.5 Considérations sociales	9
9.6 Considérations environnementales	9
9.7 Traitement de données à caractère personnel	10
9.8 Confidentialité et secret des affaires	10
9.9 Constatation de l'exécution des prestations	11
9.9.1 Contrôle	11
9.9.2 Opérations de vérification	11
9.9.3 Décisions après vérification	11
9.10 Garantie	11
9.11 Pénalités	11
9.11.1 Pénalités de retard	11
9.11.2 Pénalités liées aux considérations environnementales	12
ARTICLE 10 - REGIME FINANCIER	12
10.1 Forme et contenu des prix	12
10.2 Révision des prix	12
10.3 Avances	13
10.4 Modalités financières	13
10.4.1 Répartition des paiements	13
10.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire	13
10.4.3 Intérêts moratoires	14
10.4.4 Modalités de facturation	14
10.5 Modifications financières pour circonstances imprévisibles	16
ARTICLE 11 - DISPOSITIONS DIVERSES	17
11.1 Echanges dématérialisés	17
11.2 Langue	17
11.3 Sous-traitance	17
11.4 Propriété intellectuelle	18
11.5 Assurances	18
11.6 Autres obligations administratives	19
11.7 Résiliation	20

11.8	Exécution aux frais et risques du titulaire	20
11.9	Différends.....	20
11.10	Litiges et contentieux	20
ARTICLE 12 -	DEROGATIONS AU CCAG.....	20

Article 1 - IDENTIFICATION

Pouvoir adjudicateur : État - Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

Représentant le pouvoir adjudicateur : Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire

5 avenue Buffon - CS 96407

45064 Orléans Cedex 2

Tél. : 02-36-17-41-41

Fax : 02-36-17-41-01

Mail : dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la réalisation d'une étude d'évaluation de l'impact de l'arrêt de l'extraction de granulats alluvionnaires en lit majeur en carrière à l'horizon 2050 sur le périmètre du Bassin Loire Bretagne.

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services.

Code GM de la consultation : 40.01.13 – Etude technique métier

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 90711000-4 – Evaluation de l'impact sur l'environnement autre que pour la construction

Valeur secondaire : 90700000 - Services relatifs à l'environnement.

Article 3 - ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre n'est pas alloti.

Article 4 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est mono-attributaire.

Le montant maximal du présent accord-cadre est fixé à 200 000 euros HT, soit 240 000 euros TTC.

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Article 5 - EXCLUSIVITE DU TITULAIRE

Le titulaire bénéficie d'une exclusivité partielle pour l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre. En cas de défaillance du titulaire, l'acheteur peut recourir à un autre support contractuel conclu avec un tiers pour l'exécution de prestations couvertes par le présent accord-cadre.

Article 6 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

6.1 Cadre général

La durée de l'accord-cadre est de 36 mois.

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

6.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre ne fait l'objet d'aucune reconduction. Néanmoins, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme même si l'accord-cadre n'est plus en vigueur.

Article 7 - LIEU D'EXECUTION

03 - Allier, 07 – Ardèche, 15 – Cantal, 16 – Charente, 17 – Charente -Maritime, 19 – Corrèze, 21 – Côte d'Or, 22 – Côte d'Armor, 23 – Creuse, 29 – Finistère, 35 – Ille-et-Vilaine, 42 – Loire, 43 – Haute-Loire, 44 – Loire-Atlantique, 49 – Maine-et-Loire, 50 – Manche, 53 – Mayenne, 56 – Morbihan, 58 – Nièvre, 61 – Orne, 63 – Puy-de-Dôme, 69 – Rhône, 71 – Saône-et-Loire, 72 – Sarthe, 79 – Deux-Sèvres, 85 – Vendée, 86 – Vienne, 87 – Haute-Vienne, 89 – Yonne.

Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes ;
- Le Bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé le 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Le planning fourni par le titulaire ;
- Les bons de commande émis ultérieurement.

Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Représentation des parties

9.1.1 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre pour chaque région.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés au plus tard 10 jours après réception du bon de commande.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

9.2 Conditions d'exécution

9.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai **de 5 jours** à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les **10 jours suivants cette notification** à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de 10 jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

9.2.2 Délais d'exécution des prestations et émission des bons de commande

- **Délais d'exécution des prestations**

Les délais d'exécution des différentes phases pour chaque région (décrites dans le CCTP) sont les suivants :

Phase 1 (état des lieux exhaustif des besoins actuels en matière d'approvisionnement) : l'ensemble des livrables devront être transmis **dans un délai de cinq mois** ;

Phase 2 (évaluation des ressources disponibles et des besoins qu'elles permettent de couvrir) : l'ensemble des livrables devront être remis **dans un délai de quatre mois** ;

Phase 3 (Évaluation et hiérarchisation des impacts liés à la diminution voire l'arrêt des extractions en lit majeur) : l'ensemble des livrables devront être communiqués **dans un délai de deux mois** ;

Phase 4 (Note de recommandations par région) : l'ensemble des livrables devront être transmis **dans un délai d'un mois**.

Les 4 phases définies ci-dessus devront être étudiées pour chacune des 6 régions objets du présent marché. Elles doivent être exécutées dans l'ordre chronologique des phases.

Les délais d'exécution seront précisés dans chaque bon de commande conformément aux délais alloués par phase indiqués ci-dessus.

Plusieurs bons de commande pourront être émis simultanément.

Pendant la durée de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur pourra émettre des bons de commande en fonction de ses besoins et du budget disponible dans le respect du montant maximum fixé par le marché.

- Emission des bons de commande

La signature des bons de commande n'est pas requise.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Conformément à l'article 3 du CCAG de référence, si le bon de commande est notifié par le biais du profil d'acheteur, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a été adressé. Cette notification est certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique. A défaut de consultation, la notification est présumée dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 3 du CCAG de référence, en cas de commandes transmises par messagerie électronique, c'est la date et l'heure d'envoi du message électronique qui vaut notification, la messagerie de l'acheteur faisant foi. Ce dernier s'assure au préalable que l'adresse électronique du destinataire est valide.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification.

Chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, précise notamment :

- le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement nécessaire à la transmission de la facture)
- la date d'émission du bon de commande
- la référence de l'accord-cadre
- les coordonnées du bénéficiaire (notamment le SIRET nécessaire à la transmission de la facture)
- le code du service en charge du paiement
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- la date de livraison prévisionnelle
- le délai d'exécution de la prestation

- la date de début d'exécution du bon de commande
- la date de fin d'exécution du bon de commande
- les lieux d'exécution des prestations
- la référence au devis
- la durée d'exécution des prestations commandées

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel.

Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision.

Dans le cas particulier d'un retard dans la transmission des données, imputable au pouvoir adjudicateur et qui rend impossible le respect du calendrier initial, le titulaire du marché devra en avertir le pouvoir adjudicateur quand le délai dépasse le mois.

Dans ce cas, la durée du marché sera prolongée d'une période équivalente au retard constaté.

La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard **6 mois** suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

9.3 Obligations du titulaire

9.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord-cadre qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

9.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

9.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

9.5 Considérations sociales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

9.6 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental :

- Le titulaire utilise, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, etc.).
- S'agissant des livrables fournis par voie dématérialisée, les fichiers devront être compressés.
- S'agissant de l'impression des autres livrables, celle-ci devra se faire sur du papier labellisé PEFC (avec une garantie de produit à 70 % minimum de fibres recyclés ou de fibres issues de forêts certifiées PEFC).
- En cas de déplacements, la priorité est donnée à l'utilisation des transports en commun et du covoiturage.

Afin de garantir l'exécution des clauses susmentionnées, le titulaire présentera dans un document joint à son rapport final une facture concernant l'achat du papier labellisé ainsi qu'un bilan des modes de transport utilisés pour les déplacements afférents à la prestation.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse après 15 jours, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article 9.12.2 du présent CCAP.

Dans une volonté de protection de l'environnement, le présent marché public comprend également un ou des critère(s) environnemental(aux) comme critère d'attribution.

9.7 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution de l'accord-cadre, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

9.8 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire du marché est soumis à une obligation générale et absolue de confidentialité. À ce titre, il est tenu de préserver le caractère strictement confidentiel de l'ensemble des données, documents, informations qui lui sont communiqués par la DREAL sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Le titulaire du marché s'interdit d'utiliser ces informations à d'autres fins que celles strictement nécessaires à l'exécution du marché. Il lui est également interdit de les divulguer, transmettre ou communiquer à des tiers, sous quelque forme que ce soit, sans l'accord exprès, préalable et écrit de l'administration.

Le titulaire du marché s'engage à mettre en place l'ensemble des mesures de protection matérielles, techniques et organisationnelles propres à garantir la confidentialité et l'intégrité desdites informations.

Cette obligation de confidentialité s'applique pendant toute la durée du marché et se poursuit, à son échéance ou à sa résiliation pour quelque cause que ce soit.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

De par l'objet-même de l'accord-cadre, le titulaire peut être amené à connaître du secret des affaires de tiers lors de l'exécution.

Dans ce cadre, il ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Tout manquement à la présente obligation est susceptible d'entraîner la résiliation du présent accord-cadre aux torts du titulaire ainsi que l'engagement de la responsabilité civile ou pénale du titulaire conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

9.9 Constatation de l'exécution des prestations

9.9.1 Contrôle

Par dérogation au CCAG de référence, les opérations de contrôle s'effectuent conformément à l'article 8 du CCTP.

9.9.2 Opérations de vérification

Par dérogation au CCAG de référence, les opérations de vérification se déroulent conformément à l'article 8 du CCTP.

9.9.3 Décisions après vérification

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

9.10 Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

9.11 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

9.11.1 Pénalités de retard

Pénalités de retard :

Par dérogation au CCAG de référence, et cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R/300$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en EUR HT

R = nombre de jours de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation au CCAG de référence, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

9.11.2 Pénalités liées aux considérations environnementales

En cas de non-respect des conditions d'exécution liées à la protection de l'environnement et de non-communication des éléments justificatifs précisés à l'article 9.6 du présent CCAP, et après une mise en demeure restée infructueuse après 15 jours, le titulaire encourt des pénalités à hauteur de 50 euros HT par jour de retard.

Article 10 - REGIME FINANCIER

10.1 Forme et contenu des prix

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les remises prévues à l'acte d'engagement, consenties par le titulaire sont appliquées sur ces prix publics pour toute la durée de l'accord-cadre.

Les prix sont réputés inclure tous les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre. Le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix.

Les prix sont révisables.

10.2 Révision des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date de notification de l'accord-cadre au titulaire.

Les prix sont révisés annuellement à chaque date d'anniversaire de l'accord-cadre pour tenir compte des variations économiques constatées pendant l'exécution de ce dernier et garantir l'équilibre économique initial du contrat.

La formule de révision est :

$$Pr = P0 \times (I(n)/I(0))$$

Dans cette formule :

- Pr = Prix révisé

- $P0$ = Prix initial de l'accord-cadre
- $I(n)$ = Dernière valeur de référence de l'indice SYNTEC publié au moment de la révision.
- $I(0)$ = Valeur de référence de l'indice SYNTEC au mois $m0$.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'indice publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Aucune clause dite " butoir" n'est prévue.

10.3 Avances

Une avance sera accordée à la demande du titulaire pour les bons de commande supérieur à 20 000 euros HT.

Le taux de l'avance est de 10 % du montant initial TTC de chaque bon de commande et, le cas échéant de 30 % pour les petites et moyennes entreprises.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

10.4 Modalités financières

10.4.1 Répartition des paiements

Conformément aux articles R. 2191-21 et suivants du code de la commande publique, des paiements pourront intervenir à l'issue de chaque phase, sans préjudice de la possibilité pour le titulaire de présenter un décompte tous les trois mois, sur la base des prestations effectuées et après constat du service fait (partiel ou total).

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Les prestations font l'objet d'un règlement partiel définitif.

10.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le comptable assignataire est la Direction Régionale des Finances Publiques du Centre –Val de Loire 6 avenue de Concyr -CS30013, 45 071 ORLEANS Cedex 2.

10.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

10.4.4 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- le numéro du bon de commande (numéro engagement juridique)

- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

Pour enregistrer sa facture, le titulaire doit indiquer deux informations :

Le numéro d'engagement juridique CHORUS (EJ) = n° de bon de commande à droite en haut du bon de commande à en-tête de la DRFIP;

Le n° du service exécutant = n° Serv. Ex. (Code SE), en haut à gauche du bon de commande à en-tête de la DRFIP.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

- **Mode portail**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

- **Mode service ou API** (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

- **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Le titulaire trouvera également sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> les préalables techniques et réglementaires pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, ainsi qu'un lien pour prendre contact pour tout renseignement complémentaire.

10.5 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 11 - DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai peuvent effectuer :

- par messagerie électronique
- via le profil d'acheteur

11.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

11.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAI <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

11.4 Propriété intellectuelle

Par dérogation au CCAG de référence, l'étude objet du présent marché est réalisée pour le compte de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire (DREAL CVL) qui en devient pleinement et exclusivement propriétaire.

L'ensemble des éléments produits dans le cadre de la mission notamment les données, analyses, rapports, cartographies, bases de données, livrables intermédiaires et finaux, supports numériques ou papier, ainsi que tout autre document ou support provenant de l'étude, deviennent dès leur création, la propriété intégrale de la DREAL CVL, sans restriction ni réserve.

Le titulaire s'interdit toute communication, publication, diffusion ou utilisation, totale ou partielle, des résultats de l'étude, sauf autorisation écrite, expresse et préalable de la DREAL CVL.

Les droits de publication, de diffusion et d'exploitation des résultats seront définis et encadrés uniquement par la DREAL CVL. Celle-ci conserve le droit d'utiliser, de reproduire, de modifier, de communiquer ou de diffuser librement les livrables produits, pour ses besoins propres ou ceux de ses services, sans limitation de durée ni de territoire.

Toute reproduction, représentation ou diffusion des résultats par le titulaire, non autorisée par la DREAL CVL, donnerait lieu à l'application de sanctions et, le cas échéant, à la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

11.5 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, **le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.**

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

11.6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la boîte fonctionnelle suivante : marches.affaires-financieres.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L.

1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

11.7 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

- En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant estimatif hors taxes de l'accord-cadre indiqué à l'avis d'appel à la concurrence, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 %.

11.8 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

11.9 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

11.10 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif d'ORLEANS.

Article 12 - DEROGATIONS AU CCAG

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG.

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
Article 9.2.2	Article 3	
Article 9.10.1	Article 28	
Article 9.10.2	Article 28	
Article 9.12.1	Article 14.1	
Article 11.4	Chapitre 6	